

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire
d'État aux
Affaires
extérieures

90/57

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UN DISCOURS DU
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
LE TRÈS HONORABLE JOE CLARK,
À LA RÉUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE LA CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ
ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

NEW YORK

LE 2 OCTOBRE 1990

Monsieur le Président,

J'aimerais d'abord dire à quel point le Canada apprécie les arrangements pris par les États-Unis pour accueillir cette rencontre, la première à se tenir dans ce pays, ce qui témoigne encore une fois et de manière éloquente de la nature transatlantique de la CSCE.

Les événements extraordinaires qui bouleversent l'Europe depuis un an ont plusieurs auteurs, dont certains sont ici avec nous aujourd'hui. Mais un des principaux déclencheurs de ces changements aura été le processus de la CSCE, qui a amené des nations à prendre des engagements à l'égard de droits qu'elles n'avaient pas jusque là reconnus; puis qui a exercé sur ces nations des pressions constantes et inéluctables pour les obliger à respecter leur parole; et qui, enfin, a donné l'exemple et créé l'habitude de nations travaillant ensemble à la promotion de valeurs fondamentales partagées. Cette oeuvre est maintenant plus importante que jamais, car ce respect des valeurs partagées, cette habitude de travailler ensemble, sont des atouts essentiels au moment où nous nous apprêtons à bâtir une Europe nouvelle et forte qui fera vraiment honneur aux valeurs inhérentes à la renaissance de ce continent.

Nous aurons pour tâche à Paris - comme cela était le cas il y a 15 ans à Helsinki - d'affirmer ces valeurs, d'une manière aussi large et aussi intense que possible, dans l'Europe d'aujourd'hui.

La CSCE n'est pas une fin en soi, mais plutôt l'instrument choisi qui permettra d'ériger un ordre européen nouveau et fort. C'est la planche à dessin de la nouvelle architecture de l'Europe.

Nous sommes ici pour aider à bâtir une Europe qui sera un phare, et non une muraille; une Europe qui ne vivra pas à l'écart du vaste monde, mais participera plutôt à son essor. Pendant quarante-cinq ans, les divisions en Europe ont été sources de tension et de conflits à travers le monde. D'autres régions, malgré tous les avantages que leur ont apportés la richesse et la civilisation de l'Europe, ont dû elles aussi subir les effets des tensions Est-Ouest. La nouvelle Europe doit être un modèle pour les autres, non pas simplement parce qu'elle est prospère et pacifique, mais aussi parce que la communauté de vues ici permet enfin au monde de se pencher sérieusement sur les autres problèmes urgents de la planète.

L'Europe ne doit pas être statique si l'on veut qu'elle soit une réussite. Elle doit croître au rythme de notre confiance, évoluer en fonction de nos succès et répondre de manière positive et active aux changements venus tant de l'intérieur que de l'extérieur. C'est pourquoi la nouvelle CSCE doit être différente des efforts déployés jusqu'ici pour asseoir l'ordre européen. Ces efforts ont débouché sur des structures rigides, inaptées à l'évolution. La CSCE que nous mettons en place doit être un organisme souple, capable de croissance et d'adaptation, une structure que les changements viennent renforcer et non affaiblir.

À plusieurs égards, ce qui s'est accompli jusqu'ici en Europe a été facile. Il est en effet plus aisé de jeter à bas des murs que d'édifier une société forte et libre, car la démocratie transcende les institutions ou les constitutions. La démocratie est affaire de mentalité; de par sa nature, elle doit être cultivée. On ne peut l'imposer. Elle part de rien, et sa maturation est longue et délicate. Or, le premier défi à relever au Sommet de Paris est de donner une chance à la démocratie.

Puis il y a le défi de la prospérité, car on n'instaure pas un marché ouvert aussi facilement que l'on fabrique un produit; il n'y a pas de manuel d'instructions. Il faut se départir de ses vieilles habitudes et s'en forger de nouvelles. Cet apprentissage est long, qui doit se faire dans un climat d'impatience grandissante attribuable à une prospérité perdue et à des promesses non tenues. Le Sommet de Paris doit aussi faire fond sur les résultats de la réunion de Bonn, de manière à aider à mettre en place une économie européenne ouverte et prospère. Si nous y parvenons, notre sécurité n'en sera que plus grande.

Enfin, il y a le danger de nouvelles dissensions. D'une certaine manière, l'Europe s'affranchit actuellement de son passé. Mais, paradoxalement, cette libération l'amène à faire face à ce passé. Les antagonismes d'hier, les vieux préjugés et les éternels combats rarement gagnés, tout cela remonte à la surface. On craint de voir une forme de méfiance et d'intolérance être remplacée par d'autres, plus anciennes, mais tout aussi virulentes. Cela met en péril la sécurité, la démocratie et la prospérité. Nous avons là un autre défi à relever, celui de la promotion et de la protection des droits de tous, y compris les minorités ethniques.

Il y a, à mon avis, cinq critères qui devraient guider nos délibérations d'avant le Sommet.

D'abord, il faut donner à la CSCE une direction politique et un leadership forts. La CSCE doit être autre chose qu'une lointaine bureaucratie ou un simple énoncé de principes. Les populations de nos pays doivent voir leurs dirigeants contrôler et mener le processus de la CSCE si l'on veut qu'il conserve et affermis sa légitimité. C'est pourquoi il est crucial à mes yeux

que le Sommet de Paris institue entre chefs de gouvernement et entre ministres des Affaires étrangères des rencontres régulières qui porteront sur des questions de fond et où seront prises des décisions quant à l'orientation du processus.

Deuxièmement, il faut donner à la CSCE un visage vraiment démocratique et représentatif. Les principes de la CSCE, qui viennent tout juste d'être confirmés et étendus à Copenhague, sont des principes de démocratie. La structure de la CSCE ne doit pas donner à penser qu'elle déroge à ces principes. Le Canada estime donc important que le Sommet de Paris s'oriente vers une Assemblée de l'Europe où chaque État serait représenté de façon appropriée pour discuter de questions relevant de la CSCE. Il faudrait aussi qu'elle soit conçue de manière à pouvoir traiter de tous les dossiers du ressort de la CSCE et qu'elle ait son programme et ses règles de fonctionnement propres.

Troisièmement, il faudrait approuver et concrétiser l'idée d'un Centre de la CSCE pour la prévention et la résolution des conflits. La création d'un tel centre est pertinente et importante en soi. Elle répond à des besoins grandissants en Europe qu'un instrument multilatéral est le plus propre à satisfaire. En procédant rapidement à sa création, nous indiquerions en plus notre volonté collective d'éviter les ornières et les pièges du passé. Ce centre pourrait jouer un rôle crucial en facilitant les mécanismes de vérification et les échanges de données qui pourraient découler des négociations sur les mesures de confiance et de sécurité. Toutefois, il faut aussi penser à l'avenir et concevoir un instrument capable d'intervenir sur tous les plans - politique, juridique et technique - pour prévenir et résoudre les conflits. Il faudrait à terme étendre le rôle du centre et affecter des ressources réelles aux enquêtes, à la conciliation, à la médiation et à l'arbitrage des conflits.

Quatrièmement, il y a la question des pourparlers sur la réduction des forces conventionnelles. Permettez-moi de souligner encore une fois l'extrême importance pour le Sommet de Paris d'un accord sur les CFE. Nous ne pouvons pas prétendre construire une nouvelle Europe alors que les symptômes de l'ancienne persistent et que nous n'arrivons pas à nous entendre sur la façon de les faire disparaître. Des signes prometteurs nous encouragent. Il reste encore assez de temps pour produire un accord. Il n'y a pas d'enjeu plus important entre nos mains en ce moment.

Cinquièmement, le Sommet de Paris doit renforcer et consacrer le rôle transatlantique et paneuropéen de la CSCE. C'est cet esprit d'ouverture remarquable qui a présidé à la fondation de la CSCE et qui lui a valu tant de succès. Dans toutes ses actions et ses décisions, le Sommet de Paris devrait refléter indéniablement l'image et la réalité d'un ordre européen qui jette un pont sur l'Atlantique, d'une Europe qui est un concept plus qu'un simple continent. Nous célébrons demain la fin d'une guerre

qui a divisé l'Allemagne, l'Europe, le monde, et nous ne voulons plus de murs pour enfermer les valeurs et les traditions qui grandissent la race humaine.

À 19 heures aujourd'hui, comme nous quitterons cette assemblée, des milliers de gens envahiront les rues de Bonn et de Berlin, de Düsseldorf et de Dresde, pour fêter les premiers moments inoubliables d'une unité retrouvée. Cet événement, qui symbolise et concrétise nombre de nos aspirations, marquera la fin d'une époque et le début d'une autre.

Pendant ce temps, ici, à New York, un autre sommet, différent de celui dont nous préparons la tenue à Paris, vient de se terminer. Le Premier ministre du Canada a communiqué hier matin à l'Assemblée générale des Nations Unies les résultats du Sommet mondial pour l'enfance. Ce Sommet a attiré l'attention du monde sur la situation désespérée d'enfants innocents, d'enfants analphabètes, malades ou victimes d'abus de toutes sortes. Les enfants sont notre avenir et les membres de la CSCE doivent par le geste et l'exemple faire en sorte de le rendre meilleur.

Un autre drame se déroule ailleurs, porteur à la fois de danger et d'espoir, d'espoir suscité par l'émergence d'un consensus sur un nouvel ordre international qui ne tolérera pas l'agression et, par conséquent, la découragera.

Il convient de se demander s'il y a lieu de progresser rapidement ou prudemment à Paris. Nous sommes tous convenus de bâtir solidement car notre intérêt réside dans des institutions qui dureront.

Nous sommes à une ère de changement et tous nos pays en sont touchés. Mais certains affrontent des bouleversements plus profonds que d'autres et certains sont à des tournants historiques. Ceux-là plus que les autres ont besoin d'une CSCE solide.

Édouard Chevardnadze a fait observer hier que nous avons réalisé en quelques mois des réformes qui avaient été impensables pendant des années. Voilà où se situe l'avenir de l'Europe, et nous devons bâtir la nouvelle CSCE en fonction de cet avenir, pour qu'il devienne réalité.